

Stagiaire élève avocat Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne (CAJAC) de Transparency International France

Transparency International France est l'une des 100 sections de Transparency International, la principale organisation de la société civile qui se consacre à la lutte contre la corruption et à l'intégrité de la vie publique et économique.

Reconnue au sein du mouvement pour son engagement historique dans les affaires des « biens mal acquis », notre section agit dans les domaines du plaidoyer pour améliorer la transparence de la vie publique, la lutte contre la corruption et le blanchiment international, de la prévention de la corruption et des conflits d'intérêts au sein des grandes entreprises et des collectivités, ainsi que de l'accompagnement juridique des victimes et témoins de faits de corruption.

Suivant ce dernier point, l'Association a créé un centre d'assistance juridique (CAJAC) en 2014, qui reçoit des signalements de victimes ou témoins de la corruption via une plateforme sécurisée ou bien au cours de la permanence téléphonique quotidienne. Elle est à la recherche d'un stagiaire élève avocat pénaliste pour recevoir ces signalements, y répondre, et en assurer le suivi. Pour cela, le stagiaire s'appuie sur l'expérience d'une équipe de bénévoles (juristes, magistrats, avocats), qu'il est par ailleurs chargé d'animer, lors d'une réunion mensuelle. A la réception d'un signalement, il s'agit d'apporter des conseils juridiques sur les faits de corruption rencontrés. L'association en revanche n'a pas de pouvoir d'investigation, et ne se substitue pas non plus au travail d'un avocat. Il peut arriver que l'association se porte partie civile, seulement dans le cas de dossiers particulièrement emblématiques.

Missions :

Sous la supervision de la Déléguée générale, l'élève-avocat aura pour principales missions :

- 1) De gérer les témoignages de victimes ou témoins de la corruption, :
 - Vérification de l'adéquation du signalement avec le mandat de Transparency International France
 - Analyse des dossiers
 - Sollicitation de l'avis des bénévoles
 - Conseil juridique

- 2) Assurer l'interface avec le référent CAJAC du secrétariat du mouvement international à Berlin, et les autres CAJAC à l'étranger

- 3) Assurer le suivi des affaires judiciaires en cours (hors dossiers Biens mal acquis). Ce suivi comprend notamment :
- Relation avec les avocats mandatés sur ces dossiers
 - Mise à jour des dossiers de procédure

D'autres missions pourront être confiées à l'élève-avocat en fonction de l'actualité de l'association telles que la réalisation de recherches et de notes d'analyses juridiques, la contribution à des rapports, la contribution à des reporting ou sollicitations de bailleurs...

Par ailleurs, Transparency International France participe activement au développement de la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA) dont elle a contribué à la création en 2018, aux côtés d'une dizaine d'autres organisations. Aussi, une journée par semaine sera dédiée à l'appui aux missions de la MLA, au sein de ses bureaux dans le 11^{ème} arrondissement. Le stagiaire contribuera donc aux activités de recueil des signalements de lanceurs d'alerte, d'accompagnement, de plaider et de communication.

Spécialités :

Parcours généraliste, préférence pour une spécialisation en droit pénal, procédure pénale et délinquance financière ou droit administratif, droit des marchés publics ou des collectivités territoriales.

Langues : bon niveau d'anglais

Dates :

Candidature à envoyer avant le 18 novembre

Début du stage le 3 janvier 2022

Conditions du Stage :

- Stage de 6 mois à temps plein, 35 heures / semaine, rémunération au taux légal
- 2 jours de congés payés par mois de stage
- Forfait repas journalier
- Prise en charge des transports en commun

Contact :

CV et lettre de motivation à envoyer avant le 18 novembre à :



recrutement@transparency-france.org